



MAIRIE DE SAINT-CYPRIEN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ORIENTALES
République Française

Département des Pyrénées-Orientales

DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

COMMUNE DE SAINT-CYPRIEN

COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 09 SEPTEMBRE 2021

Date de convocation :
03/09/2021

En exercice 33
Présents 26
Votants 28
Le quorum est atteint

L'an deux mille vingt et un et le 09 septembre à 18 h 00 le Conseil Municipal de la Commune de SAINT- CYPRIEN, dûment convoqué le 03 septembre s'est réuni en session ordinaire dans la salle du Gymnase de Grand Stade les Capellans prévue à cet effet, sous la Présidence de M. Thierry DEL POSO – Maire

PRESENTS – M. Thierry DEL POSO - Mme Nathalie PINEAU - Mme Pascale GUICHARD - - Mme Anne-Marie PEGAR-BOIX – M. Dominique ANDRAULT - Mme Marie-Claude DUCASSY-PADROS – M. Jacques FIGUERAS - M. Jean GAUZE - Mme Claudette DELORY -M. Jean ROMEO - Mme Michèle PRATS – Mme Amparine BERGES - M. Dominique BOUQUET – Mme Mara MONTARON – M. Alain MAGNIER – M. Jean-Michel GARRIGUE - - Mme Katia ROMAGOSA - Mme Adeline SERRET-SUMALLA - Mme Thylane RODRIGUEZ - M. Raymond KNECHT – Mme Aurélie FEUILLET - Mme Angèle PEREZ – M. Ange GARCIA –M. Jean-Marc LAIGNON - Mme Claudette GUIRAUD – M. Pierre ROSSIGNOL

POUVOIRS :

M. Thierry LOPEZ à Mme Nathalie PINEAU
Mme Marie-Thérèse NEGRE à Mme Claudette DELORY

ABSENT(S) : - M. Thierry SIRVENTE - Mme Joëlle CANAVY- Mme Carole DEL POSO - M. Damien BRINSTER - M. Stéphane CALVO

Mme Pascale GUICHARD est désigné(e) secrétaire de séance.

Ouverture de séance : 18 H 00

▣ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 24 JUIN 2021 :

Le Conseil Municipal **APPROUVE**, par 25 voix pour et 3 abstentions (Mme PEREZ, M. GARCIA et M. LAIGNON), le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du **24 JUIN 2021**.

DELIBERATION N°2021/1



OBJET : INSTALLATION DE DEUX CONSEILLERS MUNICIPAUX

RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO

Présents : 26

Votants : 0

Le quorum est atteint.

Deux postes de conseiller municipal sont devenus vacants pour cause de décès :

- celui de M. Bernard BEAUCOURT,
- celui de M. Patrick BRUZI.

L'Article L. 270 du Code Electoral prévoit que « le candidat venant immédiatement après le dernier est appelé à remplacer le conseiller municipal élu dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit. »

Le candidat venant immédiatement sur la liste déposée en Préfecture par M. Bernard Beaucourt est :

- M. Pierre ROSSIGNOL

Le candidat venant immédiatement sur la liste déposée en Préfecture par M. Thierry DEL POSO est :

- Mme Aurélie FEUILLET.

Informés, ils ont accepté d'occuper les postes de conseillers municipaux vacants.

Il est procédé à leur installation et

- FIXE le tableau du Conseil Municipal comme suit :

Thierry DEL POSO

Nathalie PINEAU

Thierry LOPEZ

Pascale GUICHARD

Thierry SIRVENTE

Anne-Marie PEGAR-BOIX

Dominique ANDRAULT

Marie-Claude PADROS

Jacques FIGUERAS

Jean GAUZE

Claudette DELORY

Joëlle CANAVY

Jean ROMEO

Marie-Thérèse NEGRE

Michelle PRATS

Amparine BERGES
Dominique BOUQUET
Mara MONTARON
Alain MAGNIER
Jean-Michel GARRIGUE
Carole DEL POSO
Damien BRINSTER
Stéphane CALVO
Katia ROMAGOSA
Adeline SERRET-SUMALLA
Thylane RODRIGUEZ
Raymond KNECHT
Aurélie FEUILLET
Angèle PEREZ
Ange GARCIA
Jean-Marc LAIGNON
Claudette GUIRAUD
Pierre ROSSIGNOL

DELIBERATION N°2021/2a
OBJET : VOTE DES INDEMNITES DE FONCTION - APPLICATION DU JUGEMENT ADMINISTRATIF
RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO
Présents : 28
Votants : 28
Le quorum est atteint

Par un jugement en date du 13 juillet 2021, le tribunal administratif de Montpellier a annulé la délibération relative à la majoration des indemnités des élus considérant que la commune de Saint Cyprien, ne pouvait être considérée comme éligible à la D.S.U. dans les deux ans précédant le vote des indemnités des élus. Même si la commune a perçu sur le compte 74123-*Dotation de Solidarité Urbaine* un montant de 110.914 euros en 2019, celui-ci correspondait au dispositif de compensation dégressif de la D.S.U.

Dès lors, il y a lieu de corriger les indemnités attribuées au maire, aux adjoints et aux conseillers délégués.

Le régime des indemnités des élus est prévu par les articles L. 2123-20 à L. 2123-24-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le maire et les adjoints peuvent percevoir des indemnités de fonction mensuelles basées sur la strate démographique de 10 000 à 19 999 habitants (sans prise en compte des majorations au titre de l'article L.2123-22 du code général des collectivités territoriales).

Par ailleurs, dans les communes de moins de 100 000 habitants, le conseil municipal peut voter l'indemnisation d'un ou plusieurs conseillers municipaux, soit au titre d'une délégation de fonction, soit en leur seule qualité de conseiller dès lors que l'enveloppe indemnitaire globale n'est pas dépassée et que leur indemnité n'est pas supérieure à celle du maire et des adjoints.

Les taux maxima à déterminer dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L. 2123-24 du code général des collectivités territoriales sont :

- Pour le maire : 65 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- Pour les adjoints : 27.5 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

Il a été proposé de créer 7 postes de conseiller municipal titulaires d'une délégation et de répartir leur indemnité dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale.

Le conseil municipal, a également fixé à HUIT (8) le nombre des adjoints.

Dès lors, en respectant le montant maximum des indemnités susceptibles d'être attribué au maire, aux adjoints et aux conseillers délégués avant les majorations légales, le maire proposant une modulation des indemnités entre adjoints et entre conseillers municipaux délégués en fonction de l'importance des délégations accordées et des sujétions de fonctions qu'elles emportent, les taux suivants sont présentés comme suit :

| NOM | FONCTION | TAUX APPLIQUÉ (1) | MONTANT BRUT MENSUEL (2) |
|-------------------------|--------------------------------|-------------------|--------------------------|
| M. Thierry DEL POSO | Maire | 65 % | 2 528.11 € |
| Mme Nathalie PINEAU | 1 ^{er} Adjoint | 17 % | 661.20 € |
| M. Thierry LOPEZ | 2 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |
| Mme Pascale GUICHARD | 3 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |
| M. Thierry SIRVENTE | 4 ^{ème} Adjoint | 26 % | 1011.24 € |
| Mme Anne-Marie BOIX | 5 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |
| M. Dominique ANDRAULT | 6 ^{ème} Adjoint | 17 % | 661.20 € |
| Mme MC PADROS | 7 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |
| M. Jacques FIGUERAS | 8 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |
| | | | |
| M. Jean GAUZE | Conseiller municipal délégué 1 | 14 % | 544.52 € |
| Mme Marie Thérèse NEGRE | Conseiller municipal délégué 2 | 9.28 % | 360.94 € |
| M. Alain MAGNIER | Conseiller municipal délégué 3 | 7.14 % | 277.70 € |
| Mme Claudette DELORY | Conseiller municipal délégué 4 | 3.57 % | 138.85 € |

| | | | |
|----------------------|--------------------------------|--------|----------|
| Mme Katia ROMAGOSA | Conseiller municipal délégué 5 | 3.57 % | 138.85 € |
| Mme Amparine BERGES | Conseiller municipal délégué 6 | 3.57 % | 138.85 € |
| M. Dominique BOUQUET | Conseiller municipal délégué 7 | 3.57 % | 138.85 € |

- (1) Indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (à titre indicatif : 1027 – taux applicable au 1^{er} janvier 2019)
- (2) Le montant est indicatif et sera automatiquement révisé en fonction de l'évolution réglementaire de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

VU l'article L. 2123-20 à L.2123-24-1 du C.G.C.T,

VU l'article L.2123-20 du C.G.C.T. qui fixe les taux maxima des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux,

CONSIDERANT qu'il appartient au Conseil Municipal de déterminer les taux des indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,

par 25 voix pour et 3 voix contre,

(Mme PEREZ, M. GARCIA et M. LAIGNON)

DECIDE :

- **D'ANNULER** la délibération du Conseil Municipal en date du 29 juin 2020 et de la remplacer par la présente délibération avec effet au 1^{er} octobre 2021,
- **D'ATTRIBUER** une indemnité de fonction aux élus suivants dans les limites de l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L. 2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales telle que précisée dans le tableau ci-dessous :

| NOM | FONCTION | TAUX APPLIQUÉ (1) | MONTANT BRUT MENSUEL (2) |
|----------------------|--------------------------|-------------------|--------------------------|
| M. Thierry DEL POSO | Maire | 65 % | 2 528.11 € |
| Mme Nathalie PINEAU | 1 ^{er} Adjoint | 17 % | 661.20 € |
| M. Thierry LOPEZ | 2 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |
| Mme Pascale GUICHARD | 3 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |
| M. Thierry SIRVENTE | 4 ^{ème} Adjoint | 26 % | 1011.24 € |
| Mme Anne-Marie BOIX | 5 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |

| | | | |
|-------------------------|--------------------------------|--------|----------|
| M. Dominique ANDRAULT | 6 ^{ème} Adjoint | 17 % | 661.20 € |
| Mme MC PADROS | 7 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |
| M. Jacques FIGUERAS | 8 ^{ème} Adjoint | 23 % | 894.56 € |
| | | | |
| M. Jean GAUZE | Conseiller municipal délégué 1 | 14 % | 544.52 € |
| Mme Marie Thérèse NEGRE | Conseiller municipal délégué 2 | 9.28 % | 360.94 € |
| M. Alain MAGNIER | Conseiller municipal délégué 3 | 7.14 % | 277.70 € |
| Mme Claudette DELORY | Conseiller municipal délégué 4 | 3.57 % | 138.85 € |
| Mme Katia ROMAGOSA | Conseiller municipal délégué 5 | 3.57 % | 138.85 € |
| Mme Amparine BERGES | Conseiller municipal délégué 6 | 3.57 % | 138.85 € |
| M. Dominique BOUQUET | Conseiller municipal délégué 7 | 3.57 % | 138.85 € |

1. Indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (à titre indicatif : 1027 – taux applicable au 1^{er} janvier 2019)
2. Le montant est indicatif et sera automatiquement révisé en fonction de l'évolution réglementaire de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

- **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget communal,
- **TRANSMET** au Représentant de l'Etat dans l'arrondissement la présente délibération.

DELIBERATION N° 2021/26
OBJET : APPROBATION DE LA MAJORATION DES INDEMNITES DE FONCTION – APPLICATION DU JUGEMENT ADMINISTRATIF
RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO
 Présents : 26
 Votants : 28
 Le quorum est atteint

Il est rappelé que l'application de majorations aux indemnités de fonction fait l'objet d'un vote distinct. Le conseil municipal vote, dans un premier temps, le montant des indemnités de fonction, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L.2123-24 du code général des collectivités territoriales. Dans un second temps, il se prononce sur les majorations prévues au premier alinéa du présent article, sur la base des indemnités votées après répartition de l'enveloppe. Ces deux décisions peuvent intervenir au cours de la même séance.

Les indemnités de fonction du Maire et des Adjointes peuvent être majorées à 2 titres :

I - ville qui **avait la qualité** de chef de lieu de canton avant la modification des limites territoriales des cantons prévues en application de la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013 relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires et modifiant le calendrier électoral : **+ 15 %**,

II - communes classées « stations de tourisme » au sens de la sous-section 2 de la section II du Chapitre III du titre III du livre 1^{er} du Code du Tourisme : **+ 25%**,

Ainsi, dans le cadre du montant global de l'enveloppe indemnitaire, il vous est proposé d'adopter la répartition et les majorations des indemnités des élus, disposant d'une délégation de la manière suivante :

| NOM | FONCTION | TAUX APPLIQUÉ (1) | TAUX DE MAJORATION (15%+25%) | MONTANT BRUT MENSUEL (2) |
|-----------------------|--------------------------------|----------------------|---------------------------------|--------------------------|
| M. Thierry DEL POSO | Maire | 65 % | 40 % | 3 539.35 € |
| Mme Nathalie PINEAU | 1 ^{er} Adjoint | 17 % | 40 % | 925.68 € |
| M. Thierry LOPEZ | 2 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| Mme Pascale GUICHARD | 3 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| M. Thierry SIRVENTE | 4 ^{ème} Adjoint | 26 % | 40 % | 1 415.74 € |
| Mme Anne-Marie BOIX | 5 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| M. Dominique ANDRAULT | 6 ^{ème} Adjoint | 17 % | 40 % | 925.68 € |
| Mme MC PADROS | 7 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| M. Jacques FIGUERAS | 8 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| | | | | |
| M. Jean GAUZE | Conseiller municipal délégué 1 | 14 % | 40 % | 762.33 € |
| Mme M.T. NEGRE | Conseiller municipal délégué 2 | 9.28 % | 40 % | 505.32 € |
| M. Alain MAGNIER | Conseiller municipal délégué 3 | 7.14 % | 40 % | 388.78 € |
| Mme Claudette DELORY | Conseiller municipal délégué 4 | 3.57 % | 40 % | 194.39 € |
| Mme Katia ROMAGOSA | Conseiller municipal délégué 5 | 3.57 % | 40 % | 194.39 € |
| Mme Amparine BERGES | Conseiller municipal délégué 6 | 3.57 % | 40% | 194.39 € |
| M. Dominique BOUQUET | Conseiller municipal délégué 7 | 3.57% | 40 % | 194.39 € |

(1) Indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (à titre indicatif : 1027 – taux applicable au 1^{er} janvier 2019)

(2) Le montant est indicatif et sera automatiquement révisé en fonction de l'évolution réglementaire de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

VU l'article L. 2123-20 à L.2123-24-1 du code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.2123-20 du code général des collectivités territoriales qui fixe les taux maxima des indemnités de fonction des maires, adjoints et conseillers municipaux,

VU l'article R.2123-23 du code général des collectivités territoriales permettant aux conseils municipaux de communes réunissant des conditions particulières d'octroyer des majorations d'indemnités de fonction aux élus, dans des limites bien précises,

CONSIDERANT qu'il appartient au Conseil Municipal de déterminer ces majorations aux indemnités des élus locaux pour l'exercice de leurs fonctions, dans la limite des taux maximum fixés par la loi,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,

par 23 voix pour et 5 voix contre,

(Mme PEREZ ; M.M. GARCIA et LAIGNON, Mme GUIRAUD et M. ROSSIGNOL),

DECIDE :

- **D'ANNULER** la délibération du Conseil Municipal en date du 29 JUIN 2020 et de la remplacer par la présente délibération avec effet au 1^{er} octobre 2021
- **D'APPROUVER** la majoration des indemnités du maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués telle que précisée dans le tableau ci-dessus
- **D'INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget communal
- **DIT** qu'un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil Municipal sera annexé à la présente délibération qui sera transmise au Représentant de l'Etat dans l'arrondissement.

**TABLEAU RECAPITULANT L'ENSEMBLE DES INDEMNITES
ALLOUEES AUX MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL**

| NOM | FONCTION | TAUX APPLIQUE (1) | TAUX DE MAJORATION (15%+25%) | MONTANT BRUT MENSUEL (2) |
|---------------------|-------------------------|-------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| M. Thierry DEL POSO | Maire | 65 % | 40 % | 3 539.35 € |
| Mme Nathalie PINEAU | 1 ^{er} Adjoint | 17 % | 40 % | 925.68 € |

| | | | | |
|-----------------------|--------------------------------|--------|------|------------|
| M. Thierry LOPEZ | 2 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| Mme Pascale GUICHARD | 3 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| M. Thierry SIRVENTE | 4 ^{ème} Adjoint | 26 % | 40 % | 1 415.74 € |
| Mme Anne-Marie BOIX | 5 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| M. Dominique ANDRAULT | 6 ^{ème} Adjoint | 17 % | 40 % | 925.68 € |
| Mme MC PADROS | 7 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| M. Jacques FIGUERAS | 8 ^{ème} Adjoint | 23 % | 40 % | 1 252.38 € |
| | | | | |
| M. Jean GAUZE | Conseiller municipal délégué 1 | 14 % | 40 % | 762.33 € |
| Mme M.T. NEGRE | Conseiller municipal délégué 2 | 9.28 % | 40 % | 505.32 € |
| M. Alain MAGNIER | Conseiller municipal délégué 3 | 7.14 % | 40 % | 388.78 € |
| Mme Claudette DELORY | Conseiller municipal délégué 4 | 3.57 % | 40 % | 194.39 € |
| Mme Katia ROMAGOSA | Conseiller municipal délégué 5 | 3.57 % | 40 % | 194.39 € |
| Mme Amparine BERGES | Conseiller municipal délégué 6 | 3.57 % | 40% | 194.39 € |
| M. Dominique BOUQUET | Conseiller municipal délégué 7 | 3.57% | 40 % | 194.39 € |

- (1) Indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (à titre indicatif : 1027 – taux applicable au 1^{er} janvier 2019)
- (2) Le montant est indicatif et sera automatiquement révisé en fonction de l'évolution réglementaire de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

| |
|--|
| <p>DELIBERATION N°2021/3 OBJET : DENOMINATION DE LA PLACE DU LOTISSEMENT « LES HAUTS DE SERRALONGUE » RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO Présents : 26 Votants : 28 Le quorum est atteint.</p> |
|--|

Il appartient au conseil municipal de choisir, par délibération, le nom à donner aux rues et aux places publiques. La dénomination des voies, et principalement celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du conseil municipal dont la délibération est exécutoire par elle-même.

Le numérotage des habitations constitue une mesure de police générale que le maire peut prescrire en application de l'article L 2213-28 du CGCT aux termes duquel « dans toutes les communes où l'opération est nécessaire, le numérotage des maisons est exécuté pour la première fois à la charge de la commune. L'entretien du numérotage est à la charge du propriétaire qui doit se conformer aux instructions ministérielles ».

Les travaux du lotissement « les Hauts de Serralongue 2 » sont terminés et les constructions ont démarré. Ce lotissement, composé de 3 lots, est situé lieu-dit « le Village ».

La création de ce nouveau lotissement nous amène à nous prononcer sur les dénominations des voies qui desservent les parcelles loties et à la numérotation des bâtiments en cours de construction ou à construire.

Il convient, pour faciliter leur repérage, le travail des préposés de la Poste et des autres services publics ou commerciaux, la localisation sur les GPS, d'identifier clairement les adresses de ces futurs immeubles et de procéder à leur numérotation.

Le conseil municipal, comme il a l'habitude de le faire, doit procéder à la dénomination des voies qui desservent les parcelles loties.

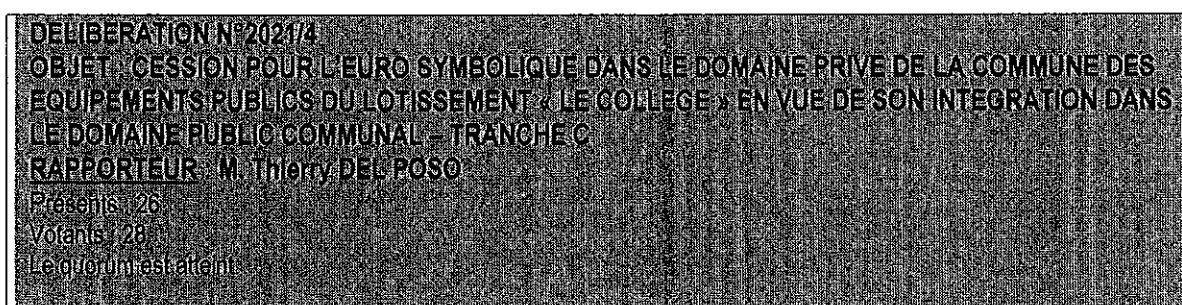
Je vous propose de baptiser :

- La place desservant le lotissement « les Hauts de Serralongue 2 » : place du Grenache

LE CONSEIL MUNICIPAL, OUI CET EXPOSE, et après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **DECIDE de baptiser :**

- La place desservant les lots du lotissement « les Hauts de Serralongue 2 » : **place du Grenache**, et procéder à sa numérotation



La S.A. « ROUSSILLON HABITAT » a obtenu le 25 août 2000 un permis de lotir pour la réalisation d'un lotissement en 5 tranches totalisant 152 lots. Ce lotissement dénommé « LE COLLEGE » a obtenu le 22 décembre 2006 le certificat administratif à titre de constat d'achèvement définitif des travaux. L'ensemble des travaux des 5 tranches est donc terminé et conforme.

A ce jour, seule la voirie de la tranche A, dénommée rue Roger Vercel, et le mail central, dénommé Avenue du Président Georges Pompidou, qui dessert le Collège public depuis le « rond-point de la Médaille Militaire » jusqu'au chemin rural « Del Roure » ont fait l'objet d'une cession pour l'euro symbolique à la Commune pour intégration dans le domaine public communal.

Aujourd'hui l'association syndicale de la tranche C du lotissement nous sollicite pour l'intégration des équipements publics dans le domaine public de la Commune. Conformément à l'accord passé entre la communauté de communes Sud Roussillon et les services de la mairie, l'association syndicale a provisionné la quote-part nécessaire à une partie de reprise ou réfection à la suite des observations mentionnées par les services. Cette somme d'un montant de 17985,10 euros sera versée à la commune une fois l'intégration réalisée.

Ces équipements sont constitués d'une part, des rues Joseph Bech, Erasme, de l'avenue John Locke et d'autre part, des espaces verts et ouvrages hydrauliques paysagers.

Afin d'aboutir à cette incorporation, M. le Maire fait connaître le déroulement de la procédure à mettre en œuvre.

Premièrement, ces équipements doivent être portés dans le patrimoine privé de la Commune dans le cadre d'une cession pour l'euro symbolique et le Conseil Municipal doit se prononcer sur ce point de la démarche ; les co-lotis de la tranche C du lotissement ayant renoncé aux droits qui grèvent ces équipements communs.

D'autre part, ces équipements satisfont aux spécificités qui caractérisent la domanialité publique, en particulier les accès sont libres, gratuits et ouverts à tous ; rien ne s'oppose donc à l'affectation de ces biens au domaine public communal.

Le détail des équipements à intégrer est récapitulé dans le tableau ci-dessous :

PARCELLES CONCERNANT LES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA TRANCHE C DU COLLEGE

| Référence | Adresse | Surface (m²) | Propriétaire | NATURE |
|-----------|-----------------------------|--------------|---|------------------------------|
| AK0768 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 2268 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Voirie |
| AK0769 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 249 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Noue paysagère |
| AK0770 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 89 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Noue paysagère |
| AK0771 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 47 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| AK0772 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 43 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| AK0773 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 105 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| AK0774 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 52 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| AK0775 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 276 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Bassin de rétention paysager |
| AK0823 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 5068 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Voirie |
| AK0824 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 105 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| AK0825 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 57 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| AK0826 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 1535 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Bassin de rétention paysager |
| AK0827 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 229 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| AK0828 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 234 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| AK0829 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 644 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Noue paysagère |
| AK0830 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 341 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| AK0831 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 696 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Bassin de rétention paysager |
| AK0832 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 63 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Bassin de rétention paysager |

| | | | | |
|--------------|-----------------------------|--------------|---|-------------|
| AK0833 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 16 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Voirie |
| AK0834 | LES VELLES 66100 ST CYPRIEN | 541 | H L M DES PYRENEES ORIENTALES BP 334 0107 BD ARISTIDE BRIAND 66100 PERPIGNAN | Espace vert |
| TOTAL | | 12658 | | |

Le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **APPROUVE** le transfert valant classement dans le domaine public communal des parcelles et équipements constitués d'espaces verts et ouvrages hydrauliques paysagers, situés rues Joseph Bech, Erasme et avenue John Locke, tel que figuré dans le dossier joint,
- **PRONONCE** l'affectation de ces biens dans le domaine public communal,
- **AUTORISE** la cession pour l'euro symbolique de ces biens de la tranche C du lotissement le COLLEGE représentée par l'association syndicale des co-lotis de la Tranche C du Lotissement le Collège,
- **INDIQUE** que la somme de 17 985.10 euros réunie par l'association syndicale des co-lotis de la tranche C du lotissement le COLLEGE, pour la réfection des réseaux sera inscrite au budget communal , exercice 2021.

DELIBERATION N°2021/6
OBJET : ACCES SECURITE A LA PLAGE SUD : LANCEMENT DE LA PROCEDURE DE
« DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE »
RAPPORTEUR : M. Thierry DEL ROSO
 Présents : 26
 Volants : 28
 Le quorum est atteint

Dans le cadre de la création de la ZAC de la Vigie des accès de sécurité à la plage ont été créés. Leur caractéristique précise qu'il s'agit de passage public piétonnier carrossable (véhicules sécurité). Ces accès devaient faire l'objet d'une rétrocession à la commune.

Ainsi sur un linéaire d'environ 1 km, se trouvent répartis 7 accès dont 5 sont carrossables. En revanche, seuls deux accès ne font pas partie du domaine public et desservent quasiment tout le nord de ce quartier, posant des problèmes à terme de sécurité des usagers de la plage et d'équité quant à son libre accès ; certaines copropriétés ont d'ores et déjà manifesté leur volonté de privatiser voire supprimer l'accès.

Afin d'assurer le libre accès à la plage et la sécurité des usagers de cette dernière, il convient d'intégrer ces parcelles (partie de la parcelle AS 800 et 792) correspondant à l'emprise d'une voie située perpendiculairement entre les numéros 24 et 26 de l'avenue Armand Lanoux, reliant la plage et demeure propriété privée, dans le domaine public de la commune.

Ainsi, il est donc proposé d'engager une procédure conjointe d'enquête préalable à la DUP et d'enquête parcellaire sur le périmètre concerné par l'aménagement des accès de sécurité de la plage, afin de permettre la régularisation du statut domaniale de la voie existante et le cas échéant, de procéder aux acquisitions par voie d'expropriation (conformément aux articles R.112-4 à R112-27 et R.131-1 à R131 -14 du code de l'expropriation)

En effet, l'assurance d'un libre accès et de la sécurité des usagers nécessite une maîtrise foncière totale des emprises concernées.

Or les négociations engagées avec le propriétaire n'ont pas abouti.

Aussi, la commune envisage d'engager la procédure de DUP ci-dessus décrite.

Vu les dossiers d'enquête préalable à la DUP et d'enquête parcellaire constitués conformément au code de l'expropriation

Vu les avis des domaines en date du 29/09/2020 et 13/07/2021,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

DECIDE :

Article 1 : d'approuver le recours à une procédure de déclaration d'utilité publique pour le maintien du libre accès et de la sécurité des usagers de la plage Sud

Article 2 : de solliciter du préfet l'ouverture conjointe des enquêtes préalables à la DUP et d'enquête parcellaire

Article 3 : d'autoriser l'acquisition, par voie amiable et à défaut, par voie d'expropriation, des emprises nécessaires à la réalisation du maintien des accès à la plage,

Article 4 : d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à lancer la procédure accomplir toutes les démarches ou formalités que le recours à la procédure d'expropriation rendrait nécessaires.

| |
|---|
| DELIBERATION N°2021/6 |
| OBJET : ETABLISSEMENT D'UNE SERVITUDE DE PASSAGE DES RESEAUX ENEDIS SUR LA PARCELLE AI 206 |
| RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO |
| Présents : 26 |
| Votants : 28 |
| Le quorum est atteint. |

Faisant suite à une demande des services d'ENEDIS dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la desserte et d'alimentation du réseau électrique, la constitution d'une servitude est nécessaire.

Ces travaux vont consister en la réalisation d'une canalisation souterraine dans une bande d'1 m de large pour le passage du câble basse tension sur une longueur totale d'environ 2 m.

Il convient d'établir une servitude de passage des réseaux ENEDIS traversant la parcelle AI 206 et appartenant à la commune de Saint-Cyprien, au profit d'ENEDIS.

Cette servitude sera formalisée par un acte notarié afin de lui conférer un caractère définitif et irrévocable.

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser M. Le Maire à signer tous les documents afférents à ce dossier, dont la convention jointe.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
par 27 voix pour 1 voix contre (M. ROSSIGNOL),

- **APPROUVE** la mise à disposition d'une bande de 1 M de large pour le passage d'un câble basse tension sur 2 mètres de long traversant la parcelle AI 206, propriété de la commune, pour une servitude de passage,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention de servitudes avec ENEDIS dont le projet est joint en annexe.

DELIBERATION N°2021/7
OBJET : CESSION DES PARCELLES AN 182 ET 421 A LA COMMUNAUTE DES COMMUNES SUD ROUSSILLON
RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSSO
Présents : 26
Votants : 28
Le quorum est atteint.

Dans le cadre de ces compétences, la communauté de communes Sud Roussillon est amenée à créer une nouvelle voirie d'intérêt communautaire visant à permettre un accès direct entre la RD 612 et la zone d'activités économiques du village, via une partie de la RD 22 et la rue Cami de las Parets.

Cette voie de liaison structurante inscrite dans le PLU sous l'emplacement réservé n°8 vise à soulager le flux de véhicules dans le centre ancien en direction de Latour-Bas-Elne et de la zone d'activités.

Cependant, l'étude de faisabilité a démontré que son tracé devait être envisagé prioritairement le long du canal d'Elne afin d'intégrer le principe d'une voirie structurante durable, permettant de réduire l'impact sur l'exploitation agricole en activité et sur l'environnement.

La commune de Saint-Cyprien dispose de deux parcelles situées entre le canal d'Elne, le chemin de Charlemagne et la zone d'activités économiques, cadastrées section AN n°182 et n° 421. Actuellement classées en zone inconstructible A (destinée aux activités agricoles) du PLU, ces parcelles ne sont pas exploitées par la commune de Saint-Cyprien.

| Propriétaire | Parcelle | Superficie totale en m ² de la parcelle |
|---------------------------------|--------------|--|
| COMMUNE de SAINT-CYPRIEN | AN 182 | 12461 |
| COMMUNE de SAINT-CYPRIEN | AN 421 | 7642 |
| | TOTAL | 20103 |

Conformément à l'estimation du service de France Domaine, une proposition de cession, au prix de 3 euros le m² a été acceptée par le conseil communautaire en date du 02 juin 2021.

Il est proposé au conseil municipal de céder les parcelles cadastrées section AN n°182 et AN n°421 d'une superficie totale de 20 103 m² à la communauté de communes Sud Roussillon pour un montant de 60 309 euros T.T.C.(Soixante mille trois cent neuf euros).

Il est demandé au conseil municipal d'autoriser M. le Maire ou le conseiller municipal délégué à l'urbanisme à signer tous les documents afférents à cette affaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **APPROUVE** la cession des parcelles AN 182 et AN 1 421 d'une superficie totale de 20 103 m², propriétés de la commune, au prix de 3 € le m² soit un montant total de 60 309 €uros TTC, à la communauté des Communes Sud Roussillon,

- **AUTORISE** M. le Maire ou son adjoint délégué à l'urbanisme, à signer les actes à intervenir en l'étude de Me CANOVAS GADEL, notaire à Perpignan.

DELIBERATION N°2021/8

OBJET : MISE A-JOUR DU REGISTRE DES VOIRIES COMMUNALES ET ACTUALISATION DE LA LONGUEUR DE VOIRIE COMMUNALE EN VUE DE LA DGF 2022

RAPPORTEUR M. Thierry DEL POSO

Présents : 26

Votants : 28

Le quorum est atteint.

Le rapporteur explique qu'à la suite de la réalisation des lotissements communaux ou privés notamment mais aussi par le biais des intégrations de voirie, les services techniques de la Commune ont effectué une mise à jour du kilométrage de la voirie publique sur l'ensemble du territoire de la commune.

VU la loi 2004-1343 en date du 19 décembre 2004 portant simplification du droit,

Cette décision entraînera une augmentation du linéaire de voirie communale de 1572 mètres. Le total actuel de la voirie étant de mètres 72 148 + 1572 mètres intégrés, portant la longueur totale de la voirie communale à 73 720 mètres.

Le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **FIXE** à 73 720 mètres la longueur totale de la voirie communale.
- **APPROUVE** la mise à jour du tableau de classement de voirie communale

DELIBERATION N°2021/9

OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION DE DELEGATION DE MAITRISE D'OUVRAGE ET DE GESTION ULTERIEURE POUR LES TRAVAUX D'AMENAGEMENT GLOBAL ENVISAGES DANS LA TRAVERSEE D'AGGLOMERATION RD 22 COMMUNE/CONSEIL DEPARTEMENTAL

RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO

Présents : 26

Votants : 28

Le quorum est atteint.

La Commune doit réaliser des travaux de mise en sécurité sur la RD 22 en traversée d'agglomération dans la partie située rue Dorgelès, et plus précisément, de part et d'autre du rond-point allant vers le camping du Bosc D'En Roug conformément au plan joint.

Comme ces travaux vont concerner une voirie qui est, à la fois départementale et communale, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention n°08/21 dont le projet est joint en annexe qui autorisera et définira les conditions de la délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux à venir.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention n°08-21 à intervenir dont le projet est joint en annexe, entre le Conseil Départemental et la Commune, dans le cadre des travaux devant intervenir en ville RD 22, rue Dorgelès, destinée à déléguer les conditions de la maîtrise d'ouvrage de ces travaux,

- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à la signer.

DELIBERATION N° 2021/10
OBJET : REDEVANCE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL ROUTIER OU NON ROUTIER PAR LES RESEAUX ET OUVRAGES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES (2017/2021)
- INTAURATION ET FIXATION DES INDEMNITES COMPENSATRICES
RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSSO
 Présents : 26
 Volants : 28
 Le quorum est atteint.

VU le code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2121-29

VU le code des postes et des communications électroniques, notamment son article L. 47,

VU le décret n°2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances d'occupation du domaine public,

CONSIDERANT que l'occupation du domaine public routier ou non routier par des opérateurs de télécommunication donne lieu à versement de redevances en fonction de la durée de l'occupation, de la valeur locative et des avantages qu'en tire le permissionnaire,

Le maire propose au conseil municipal d'instaurer la redevance d'occupation du domaine public routier ou non routier due par les opérateurs de télécommunications, et pour 2021, d'appliquer des tarifs maxima prévus par le décret précité .

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **APPROUVE** les indemnités compensatrices de 2017 à 2020, calculées ci-dessous,
- **APPROUVE** la revalorisation chaque année ces montants en fonction de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics,
- **INSCRIT** annuellement cette recette au compte 70323,
- **CHARGE** M. le Maire ou son représentant du recouvrement de ces redevances en établissant annuellement un état déclaratif ainsi qu'un titre de recettes.

| Année | DOMAINE PUBLIC ROUTIER OU NON COMMUNAL | | | | | | REPARTITEUR, CABINE TEL.... | | | TOTAL TITRE RECETTE par |
|-------|--|---------|--------------|---------------|---------|--------------|-----------------------------|---------|--------------|-------------------------|
| | SOUTERRAIN en km | en €/KM | MONTANT en € | AERIE N en km | en €/KM | MONTANT en € | EMPRISE AU SOL au m2 | en €/M2 | MONTANT en € | |
| | | | | | | | | | | |

| | | | | | | | | | | année en € |
|---|---------|-------------|----------------|--------|-------------|----------|-------|-------------|----------|------------------------|
| 2017 | 391,467 | 38,0 5 € | 14 895,32 € | 13,055 | 50,7 4 € | 662,41 € | 17,10 | 25,3 7 € | 433,83 € | 15 991,56 € |
| 2018 | 391,726 | 39,2 8 € | 15 387,00 € | 13,013 | 52,3 8 € | 681,62 € | 17,10 | 26,1 9 € | 447,85 € | 16 516,47 € |
| 2019 | 391,776 | 40,7 3 € | 15 957,04 € | 13,493 | 54,3 0 € | 732,67 € | 17,10 | 27,1 5 € | 464,27 € | 17 153,98 € |
| 2020 | 391,776 | 41,6 6 € | 16 321,39 € | 13,493 | 55,5 4 € | 749,40 € | 17,10 | 27,7 7 € | 474,87 € | 17 545,66 € |
| 2021 | 391,952 | 41,2 9 € | 16 183,70 € | 13,453 | 55,0 5 € | 740,59 € | 17,10 | 27,5 3 € | 470,76 € | 17 395,05 € |
| TOTAL PERCEPTION RECETTES de 2017 à 2021 | | | | | | | | | | 84 602,72 € |

DELIBERATION N°2021/11
OBJET : TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES - SUPPRESSION DE L'EXONERATION DE DEUX ANS POUR LES LOGEMENTS NEUFS
RAPPORTEUR : M. Dominique ANDRAULT
Présents : 26
Volants : 28
Le quorum est atteint.

Par délibération en date du 26 septembre 2008 le conseil municipal a décidé la suppression de l'exonération de deux ans de taxe foncière sur les propriétés bâties pour l'ensemble des constructions nouvelles à usage d'habitation.

En raison de la réforme liée à la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales et du transfert de fiscalité du département pour le foncier bâti, pour les locaux d'habitation achevés après le 01/01/2021, la délibération précitée devient caduque. De plus, la réforme permet aux contribuables de bénéficier de 40 % d'exonération de droit.

La nouvelle délibération à intervenir doit donc limiter le pourcentage d'exonération de 40 % à 90 % de la base imposable.

Il est proposé de limiter le taux d'exonération à 40 %. Ainsi, la taxe foncière sur les propriétés en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversion de bâtiments ruraux en logements en ce qui concerne tous les immeubles à usage d'habitation, sera due à hauteur de 60 % de la base imposable, les deux premières années, à compter du 01/01/2022.

VU l'article 1383 du Code Général des Impôts,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **APPROUVE** la suppression de l'exonération de deux ans de la taxe foncière, sur les propriétés en faveur des constructions nouvelles, additions de construction, reconstructions et conversion de bâtiments ruraux en logements en ce qui concerne tous les immeubles à usage d'habitation,
- **LIMITE** la suppression de cette exonération de deux ans de la taxe foncière à 40 % de la base imposable, à compter du 01/01/2022.

DELIBERATION N°2021/12
OBJET : ECOLE DE MUSIQUE - INDEMNISATION DES JURYS 2021
RAPPORTEUR : Mme Pascale GUICHARD
Présents : 26
Votants : 28
Le quorum est atteint.

Dans le cadre de l'organisation des examens de fin d'année de l'Ecole de Musique Municipale, le Directeur fait appel à des professeurs extérieurs.

Il n'y a pas eu d'examens à l'école de musique en 2020 pour raison de crise sanitaire, mais, pour l'année 2021, les examens se sont bien tenus. Par conséquent, il faut indemniser ces enseignants dont le décompte des indemnités s'élève à 490 €uros.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver ce décompte et d'autoriser M. le Maire ou son représentant à liquider ces prestations pour l'année 2021

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **APPROUVE** le décompte des indemnités 2021 de l'école de musique d'un montant total de 490 euros,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à liquider ces prestations,
- **INDIQUE** que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6228 du Budget de la Commune.

DELIBERATION N°2021/13
OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA COMMUNE
RAPPORTEUR : Mme Anne-Marie BOIX
Présents : 26
Votants : 28
Le quorum est atteint.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de modifier le tableau des effectifs de la commune au regard des besoins de la collectivité.

✓ **Commune**

Le Maire expose que des agents sont inscrits sur le tableau d'avancement de grade 2021 chacun au sein de son cadre d'emploi (avancement sur garde immédiatement supérieur).

Il rappelle que la politique générale de la commune, dans la limite de ses besoins et de son budget, est de favoriser les avancements de grades et les améliorations de carrière méritées pour motiver et impliquer les agents dans leur service et la satisfaction des intérêts généraux dont ils sont les acteurs principaux au service des usagers.

Il indique qu'à ce jour l'avancement de grade de ces agents s'inscrit dans les conditions ci-dessus à la fois conformes à l'intérêt de la carrière des agents et de la satisfaction des besoins du service.

Ces évolutions donneront lieu à la suppression des anciens postes.

Le Maire propose de créer les postes suivants et demande au Conseil de confirmer le tableau des effectifs communaux annexé à la présente délibération :

| Poste ouvert | Grade | Catégorie | Filière | TC / NC | Rémunération |
|--------------|--|-----------|-------------------|---------|-----------------|
| 1 | Administrateur Général | A | Administrative | TC | HE |
| 2 | Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe | B | Administrative | TC | IM 392 / IM 587 |
| 1 | Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe | C | Administrative | TC | IM 350 / IM 473 |
| 1 | Chef de service de police municipale principal de 1 ^{ère} classe | B | Police Municipale | TC | IM 392 / IM 587 |
| 3 | Agent spécialisé principal de 1 ^{ère} classe des écoles maternelles | C | Sociale | TC | IM 350 / IM 473 |
| 1 | Animateur principal de 2 ^{ème} classe | B | Animation | TC | IM 356 / IM 534 |
| 1 | Adjoint territorial d'animation principal de 2 ^{ème} classe | C | Animation | TC | IM 334 / IM 420 |

☞ Modification de la durée hebdomadaire de travail

• Afin d'assurer les accompagnements des classes d'instruments monodiques (classes de violoncelle et de chant) et de pouvoir répondre à davantage de demandes pour la classe de piano, il convient de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un assistant d'enseignement artistique principal de 1^{ère} classe à temps non complet d'une durée actuelle de 12/20^{èmes} à 20/20^{èmes} à compter du 1^{er} octobre 2021.

Le Conseil Municipal, après en avoir valablement délibéré,
par 23 voix pour et 5 abstentions,
(Mme PEREZ et M.M. GARCIA et LAIGNON, Mme GUIRAUD et M. ROSSIGNOL),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29 ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 3, 34 et 38 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 ;

- DECIDE :

- De créer et modifier les postes permanents dans les conditions exposées.
- De mettre à jour le tableau des effectifs

-ADOPTÉ le tableau des emplois figurant en annexe.

-PRECISE que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice.

TABLEAU DES EFFECTIFS COMMUNAUX

Mise à jour selon délibération du conseil municipal n°13 du 09 septembre 2021

PARTIE 1 : EMPLOIS PERMANENTS

EMPLOIS STATUTAIRES

| Grade | Catégorie | Effectif budgétaire | Effectifs | | |
|---|-----------|------------------------|-----------|--------|---------------------------|
| | | | Pourvu | Vacant | Dont TNC |
| EMPLOIS FONCTIONNELS | | | | | |
| Directeur général des services (40 à 80 000 habitants) | A | 1 | 1 | 0 | |
| Directeur général adjoint des services (40 à 150 000 habitants) | A | 1 | 1 | 0 | |
| TOTAL | | 2 | | | |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | | | | |
| Administrateur Général | A | 1 | 0 | 1 | |
| Administrateur hors classe | A | 1 | 1 | 0 | |
| Attaché hors classe | A | 1 | 1 | 0 | |
| Attaché principal | A | 5 | 3 | 2 | |
| Attaché | A | 6 | 3 | 3 | |
| Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe | B | 4 | 2 | 2 | |
| Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe | B | 4 | 3 | 1 | |
| Rédacteur | B | 6 | 4 | 2 | |
| Adjoint administratif territorial principal 1 ^{ère} classe | C | 8 | 7 | 1 | |
| Adjoint administratif territorial principal 2 ^{ème} classe | C | 16 | 13 | 3 | |
| Adjoint administratif territorial principal 2 ^{ème} classe | C | 1 | 1 | 0 | 30/35 ^{ème} s |
| Adjoint administratif territorial principal 2 ^{ème} classe | C | 1 | 1 | 0 | 28/35 ^{ème} s |
| Adjoint administratif territorial | C | 22 | 14 | 8 | |
| TOTAL | | 76 | | | |

| FILIERE TECHNIQUE | | | | | |
|---|---|------------|----|---|-----------------------|
| Ingénieur principal | A | 3 | 1 | 2 | |
| Ingénieur territorial | A | 3 | 2 | 1 | |
| Technicien principal de 1 ^{ère} classe | B | 2 | 1 | 1 | |
| Technicien principal de 2 ^{ème} classe | B | 1 | 1 | 0 | |
| Technicien | B | 1 | 1 | 0 | |
| Agent de maîtrise principal | C | 25 | 18 | 7 | |
| Agent de maîtrise | C | 18 | 16 | 2 | |
| Adjoint technique territorial principal de 1 ^{ère} classe | C | 8 | 4 | 4 | |
| Adjoint technique territorial principal de 2 ^{ème} classe | C | 28 | 21 | 7 | |
| Adjoint technique territorial principal de 2 ^{ème} classe | C | 1 | 1 | 0 | 30/35 ^{èmes} |
| Adjoint technique territorial | C | 50 | 42 | 8 | |
| Adjoint technique territorial | C | 1 | 1 | 0 | 28/35 ^{èmes} |
| Adjoint technique territorial | C | 1 | 0 | 1 | 24/35 ^{èmes} |
| Adjoint technique territorial | C | 1 | 1 | 0 | 12/35 ^{èmes} |
| Adjoint technique territorial | C | 1 | 1 | 0 | 9/35 ^{èmes} |
| TOTAL | | 144 | | | |
| FILIERE SPORTIVE | | | | | |
| Educateur territorial des activités physiques et sportives principal de 1 ^{ère} classe | B | 2 | 1 | 1 | |
| Educateur territorial des activités physiques et sportives principal de 2 ^{ème} classe | B | 1 | 1 | 0 | |
| Educateur territorial des activités physiques et sportives | B | 1 | 0 | 1 | |
| TOTAL | | 4 | | | |
| FILIERE POLICE MUNICIPALE | | | | | |
| Chef de service de police municipale principal de 1 ^{ère} classe | B | 5 | 4 | 1 | |
| Chef de service de police municipale principal de 2 ^{ème} classe | B | 1 | 1 | 0 | |
| Chef de service de police municipale | B | 1 | 0 | 1 | |
| Chef de police municipale | C | 2 | 2 | 0 | |
| Brigadier-chef principal de police | C | 17 | 14 | 3 | |
| Gardien-Brigadier de police municipale | C | 9 | 6 | 3 | |
| TOTAL | | 35 | | | |
| FILIERE MEDICO SOCIALE | | | | | |
| Sage-femme de classe normale | A | 1 | 1 | 0 | |
| Infirmier en soins généraux de classe normale | A | 1 | 1 | 0 | |
| Educateur de jeunes enfants | A | 3 | 1 | 2 | |
| Auxiliaire de puériculture principal de 1 ^{ère} classe | C | 1 | 0 | 1 | |

| | | | | | |
|--|---|-----------|---|---|-----------------------------|
| Auxiliaire de puériculture principal de 2 ^{ème} classe | C | 2 | 2 | 0 | |
| Auxiliaire de puériculture principal de 2 ^{ème} classe | C | 1 | 0 | 1 | 17.5/35 ^è mes |
| Agent social territorial principal de 2 ^{ème} classe | C | 2 | 2 | 0 | |
| TOTAL | | 11 | | | |
| FILIERE SOCIALE | | | | | |
| Agent spécialisé principal de 1 ^{ère} classe des écoles maternelles | C | 5 | 2 | 3 | |
| Agent spécialisé principal de 2 ^{ème} classe des écoles maternelles | C | 8 | 6 | 2 | |
| TOTAL | | 13 | | | |
| FILIERE CULTURELLE | | | | | |
| Bibliothécaire principal | A | 1 | 1 | 0 | |
| Bibliothécaire | A | 1 | 0 | 1 | |
| Assistant enseignement artistique principal 1 ^{ère} classe | B | 4 | 4 | 0 | |
| Assistant enseignement artistique principal 1 ^{ère} classe | B | 1 | 1 | 0 | 9/20 ^{èmes} |
| Assistant enseignement artistique principal 1 ^{ère} classe | B | 1 | 1 | 0 | 3/20 ^{èmes} |
| Assistant enseignement artistique principal 1 ^{ère} classe | B | 1 | 1 | 0 | 3.5/20 ^{èmes} s |
| Assistant enseignement artistique principal 2 ^{ème} classe | B | 1 | 1 | 0 | 16.5/20 ^è mes |
| Assistant d'enseignement artistique | B | 1 | 1 | 0 | |
| Assistant d'enseignement artistique | B | 1 | 0 | 1 | 16.5/20 ^è mes |
| Assistant d'enseignement artistique | B | 1 | 1 | 0 | 8.5/20 ^{ème} s |
| Assistant d'enseignement artistique | B | 1 | 1 | 0 | 6.5/20 ^{ème} s |
| TOTAL | | 14 | | | |
| FILIERE ANIMATION | | | | | |
| Animateur principal de 1 ^{ère} classe | B | 1 | 1 | 0 | |
| Animateur principal de 2 ^{ème} classe | B | 1 | 0 | 1 | |
| Animateur | B | 1 | 1 | 0 | |
| Adjoint territorial d'animation principal de 2 ^{ème} classe | C | 3 | 2 | 1 | |
| Adjoint territorial d'animation | C | 10 | 7 | 3 | |
| TOTAL | | 16 | | | |

C.D.I. (article L 1224-3 du code du travail)

| Grade | Catégorie | Effectif budgétaire | Effectifs | | |
|--------------------------|-----------|------------------------|-----------|--------|-------------|
| | | | Pourvu | Vacant | Dont TNC |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | |

| | | | | | |
|-------------------|---|----------|---|---|---------------------------|
| Adjoint technique | C | 1 | 1 | 0 | 10/35 ^{ème} s |
| TOTAL | | 1 | | | |

REGIE DU PORT

EMPLOIS STATUTAIRES

| | Categorie | Effectif budgétaire | Effectifs | | |
|--|-----------|------------------------|-----------|--------|---------------------------|
| | | | Pourvu | Vacant | Dont TNC |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | | | | |
| Attaché principal | A | 1 | 1 | 0 | |
| Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe | B | 2 | 1 | 1 | |
| Rédacteur principal de 2 ^{ème} classe | B | 2 | 1 | 1 | |
| Adjoint administratif territorial principal de 1 ^{ère} classe | C | 1 | 0 | 1 | |
| Adjoint administratif territorial principal de 2 ^{ème} classe | C | 3 | 1 | 2 | |
| Adjoint administratif territorial | C | 3 | 3 | 0 | |
| TOTAL | | 12 | | | |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | |
| Technicien principal de 2 ^{ème} classe | B | 1 | 0 | 1 | |
| Technicien | B | 3 | 2 | 1 | |
| Agent de maîtrise principal | C | 5 | 1 | 4 | |
| Agent de maîtrise | C | 2 | 1 | 1 | |
| Adjoint technique territorial principal de 1 ^{ère} classe | C | 1 | 0 | 1 | |
| Adjoint technique territorial principal de 2 ^{ème} classe | C | 5 | 2 | 3 | |
| Adjoint technique territorial | C | 9 | 7 | 2 | |
| Adjoint technique territorial | C | 1 | 0 | 1 | 20/35 ^e mes |
| TOTAL | | 27 | | | |

EMPLOIS PRIVES

| Fonction | Effectif | Rémunération CCN 3183 Ports de plaisance |
|---|----------|--|
| Directeur du port | 1 | 605 / 161% |
| Maître de port | 1 | 295 / 100 % |
| Maître de port adjoint | 2 | 225 / 111% |
| Agent technique | 1 | 220/115% |
| Agent technique | 2 | 170/100% |
| Responsable des services administratifs | 1 | 360 / 100% |
| Secrétaire de port de plaisance | 2 | 225 / 100%-149% |

| | | |
|---------------------------|-----------|------------|
| Secrétaire niveau 3 A | 4 | 187 / 100% |
| Agent d'accueil portuaire | 4 | 155 / 108% |
| Agent d'entretien | 1 | 155 / 100% |
| TOTAL | 19 | |

CABINET DU MAIRE

| | Effectif budgétaire | Dont TNC | Rémunération |
|---------------------------|------------------------|----------|--|
| EMPLOIS DE CABINET | | | |
| Collaborateur de cabinet | 3 | | 90% maximum du traitement correspondant soit à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé occupé par un fonctionnaire dans la collectivité, soit à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité |
| TOTAL | 3 | | |

PARTIE 2 : EMPLOIS NON PERMANENTS

| PORT | Effectif budgétaire | Dont TNC | Rémunération |
|--|------------------------|----------|-----------------------------------|
| BESOIN OCCASIONNEL (max. 12 mois) | | | |
| Adjoint technique territorial | 5 | | Grille indiciaire cadre d'emplois |
| TOTAL | 5 | | |
| BESOIN SAISONNIER (max. 6 mois) | | | |
| Adjoint technique territorial | 3 | | Grille indiciaire cadre d'emplois |
| TOTAL | 3 | | |

| COMMUNE | Effectif budgétaire | Dont TNC | Rémunération |
|--|------------------------|----------|-----------------------------------|
| BESOIN OCCASIONNEL (max. 12 mois) | | | |
| Adjoint administratif territorial | 3 | | Grille indiciaire cadre d'emplois |
| Adjoint technique territorial | 20 | 4 | Grille indiciaire cadre d'emplois |

| | | | |
|--|-----------|--|-----------------------------------|
| Adjoint territorial d'animation | 2 | | Grille indiciaire cadre d'emplois |
| TOTAL | 25 | | |
| BESOIN SAISONNIER (max. 6 mois) | | | |
| Adjoint administratif territorial | 2 | | Grille indiciaire cadre d'emplois |
| Adjoint technique territorial | 40 | | Grille indiciaire cadre d'emplois |
| TOTAL | 42 | | |
| SAUVETEURS | | | |
| Opérateur des APS principal | 8 | | Grille indiciaire cadre d'emplois |
| Opérateur des APS qualifié | 10 | | Grille indiciaire cadre d'emplois |
| Opérateur des APS | 24 | | Grille indiciaire cadre d'emplois |
| TOTAL | 42 | | |
| VACATAIRES | | | |
| Agents recenseurs | 5 | | Forfait |
| TOTAL | 5 | | |

PARTIE 3 : SALAIRES DROIT PRIVE

PORT

| | Effectifs | Dont TNC | Rémunération | Contrat |
|--------------|-----------|----------|---------------------------|------------------------------------|
| | 2 | | % légal Taux horaire SMIC | C.U.I. / C.A.E. – C.E.A. – CAE PEC |
| TOTAL | 2 | | | |

COMMUNE

| | Effectifs | Dont TNC | Rémunération | Contrat |
|--------------|-----------|----------|---------------------------|------------------------------------|
| | 35 | | % légal Taux horaire SMIC | C.U.I. / C.A.E. – C.E.A. – CAE PEC |
| | 15 | | % légal Taux horaire SMIC | Contrat d'apprentissage |
| TOTAL | 50 | | | |

DELIBERATION N°2021/14
OBJET : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DU RELAIS D'ASSISTANTES MATERNELLES /COMMUNE/ MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE
RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO
 Présents : 28
 Votants : 28

Le quorum est atteint

Le Relais des Assistantes Maternelles de Saint-Cyprien bénéficie de deux conventionnements spécifiques, l'un avec la Caisse d'Allocations Familiales des Pyrénées Orientales (CAF 66), l'autre avec la Mutualité Sociale Agricole Grand Sud (MSA).

Ces deux organismes participent financièrement au fonctionnement du RAM. Pour la CAF, la participation en 2020 a été de 18 670.66 €.

Pour la MSA, la participation en 2019 versée en 2020 s'est élevée à 479 €.

Aujourd'hui, la MSA Grand Sud sollicite la commune afin de renouveler le contrat qui la lie pour le Relais D'Assistants Maternelles, pour une durée de 2 ans, du 01/01/2021 Au 31/12/2022.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver cette convention dont le projet est joint en annexe.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention pour le Relais d'Assistants Maternelles de St Cyprien, à intervenir avec la Mutualité Sociale Agricole et dont le projet est joint en annexe,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à la signer.

DELIBERATION N°2021/15

OBJET : APPEL A PROJET POUR UN SOCLE NUMERIQUE DANS LES ECOLES ELEMENTAIRES - APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT COMMUNE/REGION ACADEMIQUE
RAPPORTEUR : Mme Pascale GUICHARD

Présents : 26

Votants : 28

Le quorum est atteint

Le plan de relance vise à faire face aux défis économiques et sociaux causés pendant l'épidémie de la COVID-19. La crise sanitaire a entraîné une forte mobilisation des outils numériques lors de périodes de confinement, particulièrement au niveau scolaire.

Dans ce cadre, le plan de relance comporte un important volet dédié à la transformation numérique de l'enseignement pour contribuer à la généralisation du numérique éducatif et ainsi assurer la continuité pédagogique et administrative au regard de l'expérience de la crise sanitaire de la COVID-19.

Cet appel à projet (A.A.P.) centré sur le 1^{er} degré vise à réduire les inégalités scolaires et à lutter contre la fracture numérique en contribuant à assurer un égal accès à l'enseignement.

C'est dans ce contexte que la commune souhaite valider son engagement dans le cadre du socle numérique pour les écoles élémentaires ALAIN ET DESNOYER, plan de relance continuité pédagogique 2021.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
l'unanimité,

- AUTORISE** M. le Maire à signer la convention de financement à intervenir dont le projet est joint en annexe,

- **SOLLICITE** une subvention d'un montant de 70 %, pour le volet « Equipement – socle numérique de bases » -

- **SOLLICITE** une subvention d'un montant de 50 % environ pour le volet « Services et Ressources »

Le tout conformément au plan prévisionnel ci-après :

| Plan de financement prévisionnel | | | | | |
|----------------------------------|-------------------------|---|-----------------------------|----------------------------|--------------------|
| | Dépenses Montant TTC | Type de la subvention | Autofinancement communal | Recettes Montant TTC | |
| Ecole Alain | 23 880.44 € | Volet « équipement socle numérique de base » 70 % | 7 164.14 € | 16 716.30 € | |
| | 3 196.73 € | Volet « service et ressources » 50 % | 1 598.36 € | 1 598.36 € | |
| S/TOTAL | 27 077.17 € | | 8 762.50 € | 18 314.66 € | 27 077.16 € |
| Ecole Desnoyer | 25 370.13 € | Volet « équipement socle numérique de base » 70% | 7 611.09 | 17 759.09 € | |
| | 1 412.40 € | Volet « service et ressources » 50 % | 706.20 | 706.20 € | |
| S/TOTAL | 26 782.53 € | | 8 317.29 € | 18 465.29 € | 26 782.58 € |
| TOTAL GENERAL | 53 859.70 E | | 17 079.79 € | 36 779.95 € | 53 859.74 € |

DELIBERATION N° 2021/16
OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION « WATTY à L'ECOLE » / COMMUNE/ ECO CO2/ SYDEEL 66 – ANNEES SCOLAIRES 2021/2022 ET 2022 /2023
RAPPORTEUR : Mme Pascale GUICHARD
 Présents : 26
 Volants : 28
 Le quorum est atteint

Par délibération en date du 05 novembre 2018, la commune a approuvé la convention de partenariat pour le programme « WATTY à l'ECOLE » avec la Société ECOCO2. Ce programme agréé par le ministère de la Transition Ecologique par arrêté du 08 décembre 2020 a pour but de sensibiliser les enfants aux économies d'énergie. Il est également réalisé en partenariat avec le Sydeel 66.

Aujourd'hui, à l'issue de la première convention, il est proposé de faire découvrir le programme « WATTY à l'ECOLE » sur une durée de deux années scolaires à 7 nouvelles classes :

- 4 classes à l'école Desnoyer
- 3 classes à l'école Alain.

Le financement de ce programme par la commune est de 246 euros par classe soit 1 722 Euros H.T. pour 7 classes par an, représentant un total sur les deux ans de 3 444.00 euros HT .

Le projet de convention est joint en annexe de la présente.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **APPROUVE** la convention de partenariat à intervenir, pour le programme WATTY, dont le projet est joint annexe, entre la commune et la société ECO CO2,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à la signer.

DELIBERATION N° 2021/17
OBJET : VOTE DU SOLDE DES SUBVENTIONS 2021 AUX ASSOCIATIONS
RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSSO
Présents : 19
votants : 21
Le quorum est atteint

La commune propose le vote du solde de la subvention de fonctionnement 2021 aux associations.

→ Conformément à l'article L. 2131.11 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Pascale GUICHARD M. Jacques FIGUERAS, Mme Anne-Marie PEGAR-BOIX - M. Alain MAGNIER - Mme Adeline SERRET-SUMALLA, M. Dominique BOUQUET, M. Raymond KNECHT et ne prennent pas part au vote et quittent la séance du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
Par 18 voix pour et 3 abstentions,
(Mme PEREZ, M. M. GARCIA et LAIGNON),

DECIDE DE :

- **DE VOTER** le solde des subventions 2021 telles que mentionnées dans le tableau ci-dessus :

| ASSOCIATIONS SOCIALES ET CULTURELLES | Versé en 2020 | 1 ^{er} acompte 2021 | SOLDE 2021 | Total versé en 2021 |
|--|---------------|------------------------------|------------|---------------------|
| ACCA | 1 500 | 750 | 750 | 1 500 |
| AIM Modelisme naval | 0 | 250 | 250 | 500 |
| Amicale Sapeurs Pompiers | 1 800 | 900 | 900 | 1 800 |
| SNEMM/1621 ^e section des Médaillés Militaires | 2 600 | 1 300 | 0 | 1 300 |
| Club 3 ^e âge (village) | 500 | 250 | 250 | 500 |
| USEP Ecole Alain | 3 600 | 1 800 | 1 800 | 3 600 |
| Commerçants et artisans de mon village | 5 000 | 4 000 | 4 000 | 8 000 |

| | | | | |
|---|-------|----------------|-------|-------|
| Anciens marins | 300 | pas de demande | | |
| Foment Ballem Tots / Sardanes | 350 | 175 | 175 | 350 |
| Cesma/St-Jean | 1 500 | 750 | 750 | 1 500 |
| Croix Rouge de Saint-Cyprien | 3 000 | 1 500 | 1 500 | 3 000 |
| Anciens Combattants (ACPG-CATM) | 1 000 | 500 | 500 | 1 000 |
| Phoebus | 4 000 | 2 000 | 2 000 | 4 000 |
| Les Dentellières de Saint-Cyprien | 2 500 | pas de demande | | |
| Le Souvenir Français | 1 000 | 500 | 500 | 1 000 |
| Catalane Handi Chiens | 1 000 | 500 | 500 | 1 000 |
| Prévention routière | 0 | pas de demande | | |
| SPA | 200 | pas de demande | | |
| FNACA | 650 | 325 | 325 | 650 |
| Amis de la chorale "Tutti Canti" | 2 250 | 1 125 | 1 125 | 2 250 |
| ASCUP | 1 000 | 250 | 250 | 500 |
| Amicale des jeunes sapeurs pompiers | 1 800 | 900 | 900 | 1 800 |
| St Cyprien Informatique et Bureautique (SCIB) | 2 000 | pas de demande | | |
| Plaisir de lire à St Cyprien | 1 000 | 200 | 200 | 400 |
| Centre départemental de la Mémoire | 200 | pas de demande | | |
| Amicale des Canotiers | 1 200 | 600 | 600 | 1 200 |
| Restaurants du Cœur | 500 | 750 | 750 | 1 500 |
| Enfants et santé | 2 000 | Pas de demande | | |
| Les amis de l'Espagne | 500 | Pas de demande | | |
| Amicale de joueurs de cartes Tarot et belote | 300 | 150 | 150 | 300 |
| SCRABBLE | 300 | pas de demande | | |
| UNC | 700 | 350 | 350 | 700 |
| Xarxa Cébrianea | 900 | 225 | 225 | 450 |
| Madamoramora | 150 | 75 | 75 | 150 |
| Secours Catholique | 0 | 300 | 300 | 600 |
| Secours Populaire | 500 | 500 | 500 | 1 000 |
| Confrérie des Pêcheurs Terra y Mar | 1 500 | 750 | 750 | 1 500 |
| Comité de Jumelage « Els amics cebrianencs » | 1 800 | pas de demande | | |
| Les Armateurs de pêche | 0 | pas de demande | | |
| France Alzheimer | 500 | pas de demande | | |
| St Cyprien Art Sacré et Tradition | 800 | 200 | 200 | 400 |
| Argile St Cyp | 800 | 400 | 400 | 800 |
| St Cyp Couture | 400 | 200 | 200 | 400 |
| LEDA « Les enfants d'abord » | 200 | pas de demande | | |
| Sclérose en Plaque (A.F.S.E.P) | 200 | pas de demande | | |
| Ligue contre le cancer ° | 0 | pas de demande | | |

| | | | | |
|---|----------------------|-------------------------------------|-------------------|----------------|
| Sculpture pour tous | 500 | 250 | 250 | 500 |
| Proj' Aide 66 | 500 | 250 | 250 | 500 |
| Amicale de la Police Municipale | 500 | 250 | 250 | 500 |
| | | | | |
| TOTAL | 53 500 | 23 225 | 21 925 | 45 150 |
| ASSOCIATIONS SPORTIVES | Versé en 2020 | 1^{ier} acompte 2021 | SOLDE 2021 | |
| St-Cyprien sportif BASKET | 12 000 | 6 000 | 6 000 | 12 000 |
| CERCLE DES NAGEURS / Nat.synchro | 19 000 | 9 500 | 9 500 | 19 000 |
| Aquasport | 24 000 | 9 500 | 9 500 | 19 000 |
| Judo Jujitsu Club | 27 000 | 10 000 | 10 000 | 20 000 |
| Association St- Cyprien Pentathlon Moderne | 4 000 | 2 000 | 2 000 | 4 000 |
| St-Cyprien VOLLEY-BALL | 1 500 | 750 | 750 | 1 500 |
| Les Archers de Saint-Cyprien | 1 000 | 500 | 500 | 1 000 |
| Saint-Cyprien sport gym. volontaire | 1 500 | 750 | 750 | 1 500 |
| Mouettes gymnastique volontaire | 2 000 | 1 000 | 1 000 | 2 000 |
| St Cyprien Football ASS | 21 000 | 10 500 | 10 500 | 21 000 |
| Cyclotourisme | 1 400 | 700 | 700 | 1 400 |
| Sté catalane de TIR | 3 500 | 1 750 | 1 750 | 3 500 |
| Yacht-Club Saint-Cyprien | 3 500 | 1 650 | 1 650 | 3 300 |
| Badminton club Saint-Cyprien | 800 | 400 | 400 | 800 |
| Saint Cyprien Tennis Club | 8 200 | 4 100 | 4 100 | 8 200 |
| Thon Club Roussillon | 2 000 | 1 000 | 1 000 | 2 000 |
| St Cyp Randos | 1 200 | 600 | 600 | 1 200 |
| Asso sportive Collège Olibo | 1 600 | 800 | 800 | 1 600 |
| SNSM | 2 900 | 1 450 | 1 450 | 2 900 |
| Club de Chindai | 300 | 150 | 150 | 300 |
| Boxing Club | 3 000 | 750 | 750 | 1 500 |
| Country Danse | 2 000 | 1 000 | 1 000 | 2 000 |
| Karaté Club de St Cyprien | 800 | Pas de demande | | |
| Tennis de table | 1 000 | 500 | 500 | 1 000 |
| Yoga | 800 | Pas de demande | | |
| St Cyp Danse | 4 500 | 2 250 | 2 250 | 4 500 |
| Estrelles du Sud (Cirque/hip hop/majorettes) | 8 000 | 4 000 | 4 000 | 8 000 |
| ST Cyp Danse Méditerranée | 4 500 | Pas de demande | | |
| Ecole de Rugby du territoire Sud Roussillon/Saleilles | 1 500 | 750 | 750 | 1 500 |
| La pêche côtière (APCR) | 200 | 100 | 100 | 200 |
| TOTAL | 164 700 | 72 450 | 72 450 | 144 900 |

| | | | | |
|---------------|---------|--------|--------|---------|
| TOTAL GENERAL | 218 200 | 95 675 | 94 375 | 190 050 |
|---------------|---------|--------|--------|---------|

- DIT que les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2021.

DELIBERATION N°2021/18
OBJET : VOTE DU SOLDE DES SUBVENTIONS 2021 AUX ASSOCIATIONS PERCEVANT + DE 23 000 EUROS
RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO
 Présents : 19
 Votants : 21
 Le quorum est atteint.

La commune propose le vote du solde de la subvention de plus de 23 000 euros de fonctionnement 2021 aux associations.

→ Conformément à l'article L. 2131.11 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Pascale GUICHARD M. Jacques FIGUERAS, Mme Anne-Marie PEGAR-BOIX - M. Jacques FIGUERAS - Mme Michèle PRATS - M. Alain MAGNIER - Mme Adeline SERRET-SUMALLA et ne prennent pas part au vote et quittent la séance du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré
 Par 19 voix pour et 2 abstentions,
 (Mme GUIRAUD et M. ROSSIGNOL)

DECIDE :

- **DE VOTER** le solde des subventions 2021 aux associations percevant plus de 23 000 euros, telles que mentionnées dans le tableau ci-après ;
- **DIT** que les crédits seront inscrits au Budget Primitif 2021.

| ASSOCIATIONS SOCIALES ET CULTURELLES | Versé en 2020 | 1 ^{er} acompte 2021 | Solde 2021 | Versé en 2021 |
|--------------------------------------|---------------|------------------------------|---------------|---------------|
| URCT | 31 200 | 15 600 | 15 600 | 31 200 |
| TOTAL GENERAL | 31 200 | 15 600 | 15 600 | 31 200 |

→ Mme Pascale GUICHARD M. Jacques FIGUERAS, Mme Anne-Marie PEGAR-BOIX - M. Alain MAGNIER
- Mme Adeline SERRET-SUMALLA, M. Dominique BOUQUET, M. Raymond KNECHT reviennent en séance.

DELIBERATION N°2021/19
OBJET : PRISE EN CHARGE DES DEPENSES DE L'EQUIPE FEMININE DE JUDO POUR L'ASSOCIATION « JUDO CLUB DE ST CYPRIEN »
RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO
Présents : 28
Voitants : 28
Le quorum est atteint.

Du 10 au 14 mai dernier le club de judo de St Cyprien a organisé un stage de préparation pour l'équipe de France féminine olympique de judo.

Au cours de ce stage, les athlètes ont participé à de nombreuses activités (balades à cheval, karting, jet-ski, randonnées VTT et pédestres, kayak..) dont le coût global s'élève à 6 022 Euros.

A cela s'ajoute la location d'un minibus pour 732 euros et les frais de restauration pour 2 944.59 Euros.
La venue de l'équipe olympique démontre encore une fois l'attachement de la commune au sport, quel que soit le niveau pratiqué.

LE CONSEIL MUNICIPAL doit délibérer pour prendre en charge le montant total de la facture qui s'élève à 9 698.59 euros.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré
par 23 voix pour et 5 abstentions,
(Mme PEREZ, M.M. GARCIA et LAIGNON, Mme GUIRAUD et M. ROSSIGNOL),

- **APPROUVE** le versement à l'association Judo Jujitsu club de St Cyprien à l'occasion du stage de préparation pour l'équipe de France olympique de judo, d'une subvention couvrant les dépenses du stage,
- **INDIQUE** que le montant de 9 698.59 euros sera prélevé à l'article 65748 du Budget Communal.

DELIBERATION N°2021/20
OBJET : DECISION MODIFICATIVE n°2 – SECTION DE FONCTIONNEMENT ET INVESTISSEMENT – BUDGET COMMUNAL – EXERCICE 2021
RAPPORTEUR : M. Dominique ANDRAULT
Présents : 26
Voitants : 28
Le quorum est atteint.

Cette deuxième décision modificative intervient d'une part pour permettre l'inscription de crédits supplémentaires au sein de la section de fonctionnement et d'autre part pour permettre des virements de crédits en investissement.

La section de fonctionnement s'équilibre à 143 250,00 €. Le chapitre 011 « charges à caractère général » se caractérise par l'inscription de 5 000 € destinés à l'acquisition de couches, désormais financées par la crèche et non plus par les familles. D'autre part, suite à la notification d'une subvention de 8 550,00 € obtenue dans le cadre du plan de relance des bibliothèques (inscrite en recettes au chapitre 74), des crédits supplémentaires ont fait l'objet d'une inscription pour l'acquisition de livres.

39 700 € ont également été provisionnés au chapitre 65 visant à l'acquisition d'un logiciel de gestion pour les archives municipales et de solutions antivirus ainsi qu'à la prise en charge des frais occasionnés par la venue de l'équipe de France olympique féminine de Judo à Saint-Cyprien du 10 au 14 mai dernier.

Enfin, il est nécessaire d'inscrire la somme de 90 000,00 € au chapitre 67 pour permettre le remboursement aux commerçants d'une partie des droits de terrasses décidée par délibération du 17 décembre 2020, les règles de la comptabilité publique nous empêchant de procéder à des contractions avec les recettes de 2021. A noter également que cette somme intègre l'annulation d'un titre de 40 359,73, correspondant au produit de la taxe de séjour du Camping Soleil de Méditerranée, qu'il a fallu réémettre en 2021 à la suite d'un changement de gestionnaire. Cette dépense est bien sûr intégralement compensée par l'inscription de la même somme en recettes (chapitre 73) puisque le titre a été réémis à l'encontre du nouveau tiers.

Il est proposé de compenser les dépenses supplémentaires par le produit de la taxe additionnelle aux droits de mutation (chapitre 73), qui dépasse largement l'inscription décidée lors du vote du budget.

La section d'investissement est pour sa part sans impact sur le budget, puisque les dépenses inscrites dans le cadre de cette deuxième décision modificative résultent exclusivement de virements de crédits liés à la fin de certaines opérations ou à des besoins complémentaires sur d'autres. A noter que 25 000 € ont été inscrits sur une nouvelle opération pour la maîtrise d'œuvre de l'aménagement d'un poste de secours secteur Rodin.

Il sera demandé au Conseil de bien vouloir approuver la décision modificative n°2 présentée ci-dessous :

| SECTION FONCTIONNEMENT | | | | |
|------------------------|---|---------|--|------------------|
| DEPENSES | | | | |
| Article | Fonction | Service | Libellé | Montant |
| 011 | Charges à caractère général | | | 13 550,00 |
| 60628 | 64 | CRE | Autres fournitures non stockées | 5 000,00 |
| 6065 | 321 | MED | Livres, disques... | 8 550,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | | | 39 700,00 |
| 6518 | 020 | INF | Autres redevances pour concessions, brevets, logiciels... | 30 000,00 |
| 65748 | 40 | ASSO | Subvention de fonctionnement aux associations de droit privé | 9 700,00 |

| | | | | |
|--------------------------------------|-------------------------|-----|---|-------------------|
| 67 | Charges exceptionnelles | | | 90 000,00 |
| 673 | 020 | ADM | Titres annulés sur exercices antérieurs | 90 000,00 |
| Total Dépenses Fonctionnement | | | | 143 250,00 |

| RECETTES | | | | |
|--------------------------------------|-----------------------------|---------|---|-------------------|
| Article | Fonction | Service | Libellé | Montant |
| 73 | Impôts et taxes | | | 134 700,00 |
| 7362 | 01 | ADM | Taxes de séjour | 40 359,73 |
| 7381 | 01 | ADM | Taxe additionnelle aux droits de mutation | 94 340,27 |
| 74 | Dotations et Participations | | | 8 550,00 |
| 74718 | 321 | MED | Participations de l'Etat | 8 550,00 |
| Total Recettes Fonctionnement | | | | 143 250,00 |

| SECTION INVESTISSEMENT | | | | |
|------------------------|--|--------------|--|-------------|
| DEPENSES | | | | |
| Article | Fonction | Gestionnaire | Libellé | Montant |
| 13 | Subventions d'investissement | | | - 11 630,00 |
| 1346 | 824 | URBA | Participations pour voiries et réseaux | - 11 630,00 |
| 2191 44 | Réfection étanchéité des toits terrasses | | | - 51 625,27 |
| 2313 | 020 | PAT | Constructions | - 51 625,27 |
| 2191 58 | Amenagement ancienne cave Vaquer | | | - 10 000,00 |
| 2313 | 020 | BET | Constructions | - 10 000,00 |
| 2195 17 | Eclairage Public Boulevard Desnoyer et Boulevard Maillol | | | - 25 000,00 |
| 2153 4 | 814 | BET | Réseaux d'électrification | - 25 000,00 |
| 2198 11 | Reprise des revêtements des voies communales | | | 5 410,66 |

| | | | | |
|------------|---|-----|---|-------------|
| 2315 | 822 | ING | Installations, matériel et outillage techniques | 5 410,66 |
| 2198 12 | Aménagement Poste de secours secteur Rodin | | | 25 000,00 |
| 2313 | 824 | BET | maîtrise d'œuvre | 25 000,00 |
| 9052 | Développement Fibre Optique | | | - 35 972,47 |
| 2315 | 020 | BET | Installations, matériel et outillage techniques | - 35 972,47 |
| 9053 | Vidéo protection et réseau fibre communal | | | 35 972,47 |
| 2315 | 020 | BET | Installations, matériel et outillage techniques | 35 972,47 |
| 9082 | Acquisition matériel de transport | | | 112 000,00 |
| 2182 | 020 | BET | Matériel de transport | 112 000,00 |
| 9149 | Aménagement allées du cimetière | | | - 10 000,00 |
| 2315 | 824 | BET | Installations, matériel et outillage techniques | - 20 434,24 |
| 2315 | 811 | BET | Installations, matériel et outillage techniques | 10 434,24 |
| 9152 | Aménagement commerce 6 rue J.Romain | | | - 10 000,00 |
| 2313 | 94 | BET | Constructions | - 10 000,00 |
| 9157 | Aménagement Maison des jeunes et Ecole de Musique | | | - 10 000,00 |
| 2313 | 422 | BET | Constructions | - 10 000,00 |
| 9420 | Remplacement éclairage tennis Grand Stade | | | 21 196,00 |
| 2153 8 | 414 | PAT | Autres réseaux | 21 196,00 |
| 9510 | Aménagement et amélioration Eclairage Public | | | 26 989,00 |
| 2153 4 | 814 | ING | Réseaux d'électrification | 864,00 |
| 2315 | 814 | BET | Installations, matériel et outillage techniques | 26 125,00 |
| 9515 | Eclairage plaine de jeux des Capellans | | | - 1 989,00 |

| | | | | |
|--------------------------------------|---|--------|--|-------------|
| 2315 | 412 | BET | Installations, matériel et outillage techniques | - 1 989,00 |
| 9602 | Buses canal d'Elne au Port | | | - 22 009,71 |
| 2315 | 811 | ING | Installations, matériel et outillage techniques | - 22 009,71 |
| 9605 | Grosses réparations canaux | | | - 40 070,29 |
| 2315 | 811 | CANAUX | Installations, matériel et outillage techniques | - 40 070,29 |
| 9705 | Signalisation horizontale | | | 10 000,00 |
| 2315 | 821 | ING | Installations, matériel et outillage techniques | 10 000,00 |
| 9706 | Signalisation directionnelle | | | 20 000,00 |
| 2158 | 821 | ING | Autres installations, matériel et outillage techniques | 20 000,00 |
| 9755 | Aménagement boulevard Maïfou et Rond Point Barbusse | | | - 39 920,00 |
| 2315 | 824 | ING | Installations, matériel et outillage techniques | - 39 920,00 |
| 9765 | Aménagement rue Déodat de Séverac | | | 7 059,27 |
| 2041 82 | 824 | ING | Subventions d'équipement versées (Sydeel) | 1 684,93 |
| 238 | 824 | ING | Avances versées (Sydeel) | 5 374,34 |
| 9828 | Voirie Jardins d'Anais | | | 10 000,00 |
| 2315 | 822 | ING | Installations, matériel et outillage techniques | 10 000,00 |
| 9831 | Remise en état des rues dégradées | | | - 5 410,66 |
| 2315 | 822 | ING | Installations, matériel et outillage techniques | - 5 410,66 |
| Total Dépenses Investissement | | | | |

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
Par 25 voix pour et 3 abstentions,
(Mme PEREZ, M. GARCIA et M. LAIGNON),

- **APPROUVE** la décision modificative n°2 pour les sections INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT, telle que visée ci-dessus.

DELIBERATION N°2021/21

OBJET : DESAFFECTATION POUR MISE AU REBUT DE MATERIEL COMMUNAL

RAPPORTEUR : M. Thierry DEL POSO

Présents : 26

Votants : 28

Le quorum est atteint

Afin de pouvoir définitivement mettre au rebut des équipements obsolètes, il est proposé au Conseil Municipal de les désaffecter et enfin, de les mettre au rebut.

Cette délibération permettra la sortie de ces biens des stocks communaux et la mise à jour de l'inventaire communal.

Ainsi la commune a acheté une nouvelle nacelle sur porteur car l'ancienne est hors de service.

VU le Code de la Propriété des Personnes Publiques,

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **APPROUVE** la désaffectation d'une nacelle sur porteur Véhicule Léger, préalablement à leur mise au rebut.

DELIBERATION N°2021/22

OBJET : ACTUALISATION DE LA REDEVANCE D'OCCUPATION DU FONCIER COMMUNAL DESTINE A L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DU CAMPING DU BOSC D'EN ROUG – ANNEE 2021

RAPPORTEUR : Mme Nathalie PINEAU

Présents : 26

Votants : 28

Le quorum est atteint

Pour l'année 2021, compte tenu de la mise en œuvre de moyens marketing et commerciaux visant à améliorer le rendement du camping qui porte ses fruits mais aussi afin de coller aux exigences budgétaires, il est proposé d'approuver une convention de mise à disposition du foncier communal dans le cadre de l'exploitation du service public du camping municipal Bosc d'En Roug, pour 2021, portant la redevance à 410 000 euros, et décider qu'elle pourra être actualisée pour les années à venir en fonction des résultats d'exploitation .

LE CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir valablement délibéré,
à l'unanimité,

- **FIXE** la redevance du foncier du camping du Bosc d'en Roug à 410 000 euros, pour l'année 2021,
- **APPROUVE** l'actualisation de cette redevance,
- **INDIQUE** que la recette est inscrite au Budget primitif de la Commune,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer tout document afférent à cette affaire.

N° 23 COMPTE RENDU DES DECISIONS DU MAIRE PRISES EN APPLICATION DES DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL :

Compte rendu écrit est fait au Conseil Municipal du Maire dont le détail suit, en application des articles L.2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales :

| Décisions municipales | | |
|------------------------------|-------------|---|
| | Date | Objet |
| 73/2021 | 17/06/2021 | Désignation de la société « MAISAGRI » titulaire du marché public MAPA n°21FOO024 relatif à l'acquisition de produits phytosanitaires pour les besoins de la commune de St Cyprien, selon un montant annuel minimum de 4 000 € HT et un montant annuel maximum de 50 000 € HT, sur une durée d'un an renouvelable 3 fois 1 an au maximum. |
| 74/2021 | 21/06/2021 | Résiliation du contrat de location passé avec M. DA COSTA SILVA José Carlos à compter du 30 juin 2021 pour un logement communal situé 7 rue Jules Lemaitre 66750 Saint-Cyprien. |
| 75/2021 | 22/06/2021 | Approbation du rachat de deux enfes, bloc N, concessions n°50 et 51, du cimetière communal vides de toute sépulture à Mme Marie-Rose ESCALANTE. Le remboursement du montant du capital initialement versé, hors frais de timbre et d'enregistrement, soit pour deux enfes, la somme de 1 676.94 € (838.47 €x2). |
| 76/2021 | 23/06/2021 | Approbation de l'avenant n°1 au marché public MAPA 18 SE057, relatif à l'hébergement des données du progiciel de la mairie de Saint-Cyprien, prolongeant le terme du contrat avec la société « CIRIL », du 06 août 2021 au 31 décembre 2021 pour un montant de 4 803.01 € HT soit 5 763.61 € TTC. |
| 77/2021 | 23/06/2021 | Désignation de la société « CIRIL », titulaire du marché public MAPA n°21SE043 relatif au contrat de prestations d'hébergement de CIRIL Net Finances et RH pour les besoins des services de la commune de Saint-Cyprien selon un montant annuel de 8 404 € HT soit 10 084.80 € TTC et pour une durée de 3 ans au maximum à compter du 01/01/2022. |
| 78/2021 | 23/06/2021 | Approbation de l'avenant n°1 au marché public AOO N°97-2016, relatif à la fourniture et à la pose d'horodateurs sur le territoire de la commune de Saint-Cyprien, modifiant le nom titulaire du marché public, par voie de transmission universelle de patrimoine, de la société « CALE SAS » à la société « FLOWBIRD SAS » avec effet au 01 juin. Les clauses et l'économie du marché initial demeurent inchangées. |
| 79/2021 | 23/06/2021 | Approbation du contrat de location passé avec Mme Vanessa ORTOLAN, le logement de type F4 situé au n°7 de la rue Jules Lemaitre, à St Cyprien village, selon un montant mensuel fixé à 417 € à compter du 1 ^{er} juillet 2021. |
| 80/2021 | 23/06/2021 | Approbation du contrat de location donné à M. DA COSTA, SILVA José Carlos, le logement de type F2 situé au n°1 de la rue Jean Jacques Rousseau, à St Cyprien village, selon un montant mensuel fixé à 260 € à compter du 1 ^{er} juillet 2021 |
| 81/2021 | 24/06/2021 | <p>Désignation de la société « CORCOY » titulaire du marché public MAPA n°21FO023 relatif à la fourniture de matériaux pour le centre technique municipal de la commune de St Cyprien lot 1 : maçonnerie et matériels associés d'un montant total de 19 003.37 € HT soit 22 804.04 € TTC selon un montant minimum annuel de 10 000 € HT et un montant maximum annuel de 29 000€ HT, sur une durée d'un an, à compter de la date indiquée dans le 1^{er} bon de commande.</p> <p>Désignation de la société « REXEL » titulaire du marché public MAPA n°21FO023 relatif à la fourniture de matériaux pour le centre technique municipal de la commune de St Cyprien lot 2 : électricité et matériels associés d'un montant total de 48 549.55 € HT soit 58 259.46 € TTC selon un montant minimum annuel de 20 000 € HT et un montant maximum annuel de 95 000€ HT, sur une durée d'un an, à compter de la date indiquée dans le 1^{er} bon de commande.</p> <p>Désignation de la société « BAURES » titulaire du marché public MAPA n°21FO023 relatif à la fourniture de matériaux pour le centre technique municipal de la commune de St Cyprien lot 3 : quincailleries d'un montant total de 2 891.20 € HT soit 3 469.44 € TTC selon un montant minimum annuel de 2 000 € HT et un montant maximum annuel de 17 000€ HT, sur une durée d'un an, à compter de la date indiquée dans le 1^{er} bon de commande.</p> <p>Désignation de la société « BAURES » titulaire du marché public MAPA n°21FO023 relatif à la fourniture de matériaux pour le centre technique municipal de la commune de St Cyprien lot 4 : plomberie et système de chauffage d'un montant total de 7 426.12 € HT soit 8 911.34 € TTC selon un montant minimum annuel de 3 000 € HT et un montant maximum annuel de 27 000€ HT, sur une durée d'un an, à compter de la date indiquée dans le 1^{er} bon de commande.</p> <p>Désignation de la société « BAURES » titulaire du marché public MAPA n°21FO023 relatif à la fourniture de matériaux pour le centre technique municipal de la commune de St Cyprien lot 5 : ferronnerie et matériels associés d'un montant total de 7 317.87 € HT soit 8 781.44 € TTC selon un montant minimum annuel de 1 000 € HT et un montant maximum annuel de 7 000€ HT, sur une durée d'un an, à compter de la date indiquée dans le 1^{er} bon de commande.</p> <p>Désignation de la société « WURTH » titulaire du marché public MAPA n°21FO023 relatif à la fourniture de matériaux pour le centre technique municipal de la commune de St Cyprien lot 6 : fixation et matériels associés d'un montant total de 1 200.17 € HT soit 1 440.20 € TTC selon un montant minimum annuel de 2 000 € HT et un montant maximum annuel de 19 000€ HT, sur une durée d'un an, à compter de la date indiquée dans le 1^{er} bon de commande.</p> |

| | | |
|---------|------------|---|
| 82/2021 | 29/06/2021 | Désignation du centre CFA Agricole des Pyrénées Orientales, titulaire du marché public SPC N°21 SE045 relatif à la formation par apprentissage d'un agent de la commune de Saint Cyprien, selon un montant total de 5 737 € net de taxe, pour une durée de 840 heures à compter du 1 ^{er} juillet 2021 jusqu'au 30 juin 2023. |
| 83/2021 | 14/06/2021 | Approbation du contrat de prêt proposé par la Société Générale Immeuble Basalte- cours Valmy – 92 987 PARIS LA DEFENSE cedex, d'un montant de 1 858 333.20 €. Les principales caractéristiques du prêt sont : Montant du prêt : 1 858 333.20 € Durée du prêt : 8 ans (à compter du 01/07/2021 jusqu'au 01/07/2029) Amortissement trimestriel – linéaire Périodicité : trimestrielle Base de calcul : exact/360 Taux d'intérêts : Euribor 3 mois + 0.35% Taux effectif global : compte tenu du taux d'intérêt fixe mentionné ci-dessus, le taux effectif global ressort à 0.35% l'an proportionnel au taux trimestriel de 0.0887%. |
| 84/2021 | 28/06/2021 | Approbation du remboursement total du crédit conclu le 03/12/2008 auprès de la société DEXIA crédit local, tour cbx, la Défense 2-1, passerelle des reflets, TSA 92 2020- 92 919 LA DEFENSE. Les principales caractéristiques du prêt sont les suivantes : Capital remboursé par anticipation après paiement de l'échéance due à la date du remboursement anticipé : 1 733 333.20 € Maturité : 01/07/2029 (32 échéances d'intérêts) Index de référence : 5.77% + (LEP(n)-1.27%) Montant de l'indemnité de remboursement anticipé : 125 000 € par dérogation aux stipulations contractuelles, Modalités de calcul de l'indemnité de remboursement anticipé : dérogatoire Score Gissler : 2A |
| 85/2021 | 25/06/2021 | Institution d'une régie de recette pour l'encaissement des cautions du jardin des plantes à compter du 1 ^{er} juillet 2021, les recettes sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants : Numéraires Chèques bancaires, postaux ou assimilés Carte bancaire |
| 86/2021 | 05/07/2021 | Désignation de la société « LOGITUD » titulaire du marché public MAPA n°21SE047 relatif à la conclusion d'un contrat pour l'utilisation du logiciel GVS contrôle de stationnement payant pour les besoins de la police municipale de St Cyprien lot 1 : logiciel GVS , pour la période allant du 16/07/2021 au 31/12/2021 et un montant de 1 134.75 € HT soit 1 361.70 € TTC, reconduit pour une période de 2 fois 1 an au maximum et pour un montant annuel de 2 450.80 € HT soit 2 940.96 € TTC. Désignation de la société « LOGITUD » titulaire du marché public MAPA n°21SE047 relatif à la conclusion d'un contrat pour l'utilisation du logiciel RAPO recours administratif préalable obligatoire pour les besoins de la police municipale de St Cyprien lot 2 : logiciel RAPO , pour la période allant du 16/07/2021 au 31/12/2021 et un montant de 227.71 € HT soit 273.25 € TTC, reconduit pour une période de 2 fois 1 an au maximum et pour un montant annuel de 491.80 € HT soit 590.16 € TTC. |
| 87/2021 | 08/07/2021 | Approbation de l'avenant n°1 au marché public SPC 19F052, relatif au contrat d'acquisition et de mise en service du progiciel GNAU et sa migration Oxalis vers l'hébergement OPERIS pour le service urbanisme de la commune de Saint-Cyprien, attribué à la société OPERIS, afin de prendre acte de la modification des contrats d'hébergement et de maintenance du GNAU, suite à l'acquisition de nouveaux modules dans le cadre des dématérialisation des autorisations d'urbanisme, à venir, selon le détail suivant : -maintenance annuelle GNAU : module AVIS 550 € HT, module PLAT'AU 500 € HT, module SIGN 450 € HT, soit un total global annuel de 1 400 € HT -hébergement annuel GNAU, pack sérénité 275 € HT pour chacun des trois modules, soit un total global annuel de 825 € HT. |
| 88/2021 | 08/07/2021 | Désignation de la société « LOGITUD » titulaire du marché public MAPA n°21SE052 lot 1 relatif à la conclusion d'un contrat pour l'utilisation du logiciel verbalisation (MUNICIPOL GVE) pour les besoins de la police selon les détails suivant : -logiciel MUNICIPAL GVE, pour la période allant du 01/07/2021 au 31/12/2021 et un montant de 898.42 € HT soit 1 072.10 € TTC, reconduit pour une période de 2 fois, 1 an au maximum et pour un montant annuel de 1 787.07 € HT soit 2 144.48 € TTC. |
| 89/2021 | 12/07/2021 | Approbation du contrat avec la SAS SNES, domicilié 1 boulevard Wilson à Perpignan. La prestation de service est réalisée pour une période de 3 mois du 12 juillet 2021 au 30 septembre 2021 inclus. Elle comprend la diffusion d'une image publicitaire sur écrans plasmas à l'étage dans le hall du cinéma Castillet. Le visuel passera sur l'écran toutes les 60 secondes et restera à la vue 30 secondes. Le coût total de la prestation s'élève à 1 663.34 € HT soit 1 960 € TTC. |
| 90/2021 | 20/07/2021 | Désignation du centre CFAS adapté, titulaire du marché public SPC N°21SE050 relatif à la formation par apprentissage d'un agent de la commune de Saint Cyprien, selon un montant |

| | | |
|---------|------------|--|
| | | total de 7 616 € net de taxe, pour une durée de 490 heures à compter du 04/10/2021 jusqu'au 30/06/2022. |
| 91/2021 | 22/07/2021 | Déclaration de l'offre de la société « BUISAN » comme irrégulière, suite à la consultation lancée en MAPA en vue du remplacement de portes métalliques par des portes sectionnelles empilables au centre technique municipal, conformément aux articles L2152-2 et R2152-1 du code de la commande publique du 01 avril 2019 et autorisation de lancement d'une consultation sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R2122-8 dudit code. |
| 92/2021 | 22/07/2021 | Approbation du contrat de location passé avec Mme Julieta LONGUEPEE, le logement de type F5 situé au n°1 de la rue Eugène SUE, à St Cyprien village, moyennant selon un montant mensuel fixé à 450 € à compter du 1 ^{er} août 2021. |
| 93/2021 | 30/07/2021 | Désignation de la société « PULL/EUROVIA » titulaire du marché public MAPA n°21TR027 relatif à l'aménagement de la rue Déodat de Séverac à St Cyprien lot 1 : terrassement généraux Voirie Espaces verts selon un montant total établi de 120 981.10 € HT soit 145 177.32 € TTC, sur une durée d'exécution de 8 semaines et 2 semaines de préparation. Désignation de la société « PULL/EUROVIA » titulaire du marché public MAPA n°21TR027 relatif à l'aménagement de la rue Déodat de Séverac à St Cyprien lot 2 : réseaux humides selon un montant total établi de 25 988.08 € HT soit 31 185.70 € TTC, sur une durée d'exécution de 3 semaines et 2 semaines de préparation. Désignation de la société « ARELEC » titulaire du marché public MAPA n°21TR027 relatif à l'aménagement de la rue Déodat de Séverac à St Cyprien lot 3 : réseaux secs selon un montant total établi de 38 990 € HT soit 46 788 € TTC, sur une durée d'exécution de 3 semaines et 2 semaines de préparation. |
| 94/2021 | 02/08/2021 | Approbation du contrat de cession du droit d'exploitation des spectacles avec Productions Magics Stars, représenté par M. Pierre REIG à Perpignan, 7 rue Georges Duhamel, aux fins d'organiser la régie technique pour la messe du 15 août 2021 en plein air de 10h30 à 13h00, à la capitainerie du Port de St Cyprien plage. Le coût de cette prestation s'élève 786.73 € HT, soit un montant TTC de 830 € TTC. |
| 95/2021 | 26/08/2021 | Désignation de la société « AIR LIQUIDE » titulaire du marché public MAPA n°21FO061 relatif à la location d'emballages de gaz médium et grandes bouteilles pour l'oxygène, l'acétylène et l'arcal pour les besoins des services techniques à St Cyprien pour un montant total annuel de 686 € TTC, et pour une durée de 3 ans.. |
| 96/2021 | 26/08/2021 | Désignation de la société « OPERIS » titulaire du marché public SPC N°21FO035 relatif au contrat d'acquisition de trois modules GNAU pour le service urbanisme de la commune de St Cyprien selon un montant total établi de 14 310 € HT soit 17 172 € TTC, établi comme suit : -acquisition des licences 5 570 € HT soit 6 684 € TTC -prestations (gestion de projet, installation et paramétrage) 7 480 € HT soit 8 976 € TTC -formations 1 260 € HT soit 1 512 € TTC. |

FERMETURE DE LA SEANCE à 19 h 54.

